

COMMISSION DE LA SANTE
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 19 OCTOBRE 2010

DINSDAG 19 OKTOBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 11 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les positions belge et européenne à l'approche de la conférence climatique des Nations Unies à Cancún" (n° 22)

01.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): La prochaine conférence de l'ONU sur le changement climatique se tiendra du 29 novembre au 10 décembre 2010 à Cancún. En vue de cette conférence, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France ont préconisé une augmentation de l'objectif de réduction de 20 à 30 %. Dans le cadre de la présidence européenne, la Belgique joue un rôle important dans cette discussion.

J'ai déjà posé cette question au premier ministre dans le Comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes: notre pays appuie-t-il la demande d'augmenter l'objectif de réduction européen? Quelles mesures le ministre a-t-il déjà prises et quelles mesures entend-il encore prendre au cours des semaines à venir? Quelle position la Belgique a-t-elle adoptée la semaine passée dans le cadre du Conseil européen Environnement?

01.02 **Paul Maignette**, ministre (*en néerlandais*): Dans le contexte international actuel, une réduction des émissions à hauteur de 30 % est certainement envisageable, non seulement pour inciter d'autres pays à faire de même, mais aussi pour tous les avantages qu'une telle réduction représente pour l'Union européenne.

Les émissions de gaz à effet de serre ont déjà diminué de 17 % en 2009 par rapport à 1990. À la suite de la crise économique et des tarifs énergétiques plus élevés à l'échelle internationale, les nombreux avantages liés à une réduction de 20 % ne peuvent plus être exploités et un passage à une réduction de 30 % pourrait remédier à cette situation. L'Europe aurait ainsi également une chance de gagner la course à l'innovation et aux technologies vertes en devançant notamment la Chine et l'Inde.

Sous la présidence espagnole, il est apparu que la Commission européenne a besoin d'une ligne directrice définie par les États membres afin de procéder à une analyse du passage à une réduction de 30 %. La présidence belge s'est aussitôt attelée à l'organisation des discussions préparatoires nécessaires à ce débat. Le but visé est de publier à brève échéance un rapport pouvant servir de base aux futurs travaux de la Commission.

01.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): La réponse ministérielle me rassure. Nous devons effectivement définir une politique climatique européenne renforcée. C'est la raison pour laquelle je demande que cette commission examine dès que possible la résolution de M. Jadot et moi-même concernant les objectifs de Cancún.

Le **président**: Ce dernier point pourra être abordé dans le cadre de la discussion de l'ordre des travaux.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tests de durabilité pour mesurer les effets d'un projet sur la biodiversité" (n° 85)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): La conférence de Nagoya débutant cette semaine au Japon, le moment est opportun pour parler de biodiversité.

Tous les projets politiques sont susceptibles d'avoir un impact sur les territoires, qu'ils soient belges ou non. Il est donc utile de pouvoir évaluer cet impact. Le test de durabilité, dont nous avons déjà parlé au cours de la précédente législature, comporte un *item* sur la biodiversité mais sans méthodologie ni indicateur précis.

Confirmez-vous que le test de durabilité actuel ne contient ni méthodologie standardisée ni indicateur concret en matière de biodiversité? Quelles sont les pratiques gouvernementales en cette matière?

02.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La biodiversité est un des objectifs prioritaires de la présidence. Pour évaluer les effets d'un projet sur la biodiversité, il faut examiner l'objectif d'un test de durabilité et son processus.

En effet, la difficulté est d'évaluer la plus-value d'un test de durabilité transversal, couvrant toutes les dimensions du développement durable et suffisamment précis pour aborder les priorités politiques. La grille actuelle d'indicateurs, *screening*, poursuit l'objectif d'améliorer la qualité des décisions en évaluant les impacts potentiels sur toutes les dimensions d'un développement durable. La grille que vous mentionnez ne constitue que la première étape, appelé *quick scan*, qui permet de savoir si un test de durabilité plus étendu est nécessaire.

Dans le manuel *scoping*, nous reprenons les mêmes questions que celles posées dans le manuel européen. "L'option envisagée réduit-elle le nombre d'espèces, de variétés, de races, dans un secteur donné ou, au contraire, augmente-t-elle le nombre d'espèces présentes en favorisant par exemple la conservation d'espèces? A-t-elle des répercussions sur des espèces protégées ou menacées, leur habitat et les zones aux écosystèmes fragiles? Conduit-elle à un morcellement du paysage ou influe-t-elle d'une quelconque autre manière sur les voies de migrations, les couloirs écologiques et les zones-tampons? Modifie-t-elle la beauté des paysages protégés?"

Le *screening* et l'objectif du test relèvent d'une approche essentiellement qualitative. Si un test de durabilité approfondi doit être envisagé, il doit contenir des éléments chiffrés.

Au niveau fédéral, il nous semble que nous allons déjà assez loin, en dépit du fait qu'il arrive, pour certaines compétences, de prévoir des compensations environnementales. À ce point de vue, nous suivons l'exemple allemand.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Je suis heureuse d'apprendre que nous nous dirigeons vers des critères approfondis. J'espère que vous continuerez à soutenir cette idée, quel que soit votre statut. La question de la biodiversité dépend essentiellement de la cohérence des politiques nationales et internationales.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état d'avancement de la transposition de la directive européenne 2008/101/EC" (n° 204)

03.01 Rita De Bont (VB): Le 8 mai 2009, la Région flamande a adopté une proposition de décret qui prévoit l'intégration des activités aériennes dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre,

conformément à la directive 2008/101/CE. La Région de Bruxelles-Capitale et les autorités fédérales ont introduit un recours contre ce décret auprès de la Cour constitutionnelle. Le 6 octobre, le Parlement wallon a également adopté une proposition de décret en ce sens.

Un groupe de travail ad hoc chargé d'étudier la question a été créé. Ce groupe devait faire rapport à la mi-mars 2010. Le groupe de travail a-t-il achevé sa mission? Quelles instances sont-elles responsables de la transposition de la directive européenne? Si les Régions sont responsables, pour quelle partie des émissions de gaz à effet de serre de la navigation aérienne chaque Région est-elle responsable? Comment les charges sont-elles réparties entre les Régions et comment attribuera-t-on le produit de la mise aux enchères des quotas d'émission?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le gouvernement fédéral s'est en effet associé au recours introduit par la Région de Bruxelles-Capitale auprès de la Cour constitutionnelle contre le décret flamand. Aucune réunion ne sera organisée tant que la Cour ne se sera pas exprimée sur la répartition des compétences.

Le projet de décret du gouvernement wallon a par ailleurs reçu un avis négatif du Conseil d'État. Cet état de fait confirme en tout état de cause la thèse selon laquelle la transposition de cette directive européenne relève partiellement des compétences du fédéral.

L'incident est clos.

04 Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le mercure contenu dans certaines ampoules" (n° 283)

04.01 Joseph George (cdH): Sous forme gazeuse ou liquide, le mercure contenu dans les ampoules "économiques" ou "fluocompactes" pourrait s'avérer nocif. Toutefois, certains producteurs ont mis au point un amalgame qui retient le mercure lorsque la lampe se brise. Ne faudrait-il pas informer les consommateurs des règles de sécurité à suivre lorsqu'une telle ampoule se brise et n'autoriser que les ampoules limitant la dispersion de mercure?

04.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Lorsqu'on a négocié la directive Écodesign, la Belgique avait proposé que l'on impose aux fabricants de communiquer les règles en cas de bris. Cette requête n'ayant pas été suivie, le SPF Santé publique a décidé de publier sur son site les recommandations à suivre dans de telles circonstances.

Pour la mise sur le marché, des spécifications réglementaires nationales de tels produits sont impossibles à ce stade, car il s'agit de normes définies dans le cadre du marché européen. Nous prenons acte de votre proposition. Nous allons évaluer les techniques qui limitent la dispersion en cas de bris et les possibilités de mettre en œuvre un tel dispositif. Après cette investigation, nous pourrions recommander à la Commission une révision de la directive.

04.03 Joseph George (cdH): L'emploi de ce type d'ampoules se généralise, les risques de casse vont donc se multiplier. Toutes les précautions nécessaires doivent être prises.

L'incident est clos.

05 Question de M. Franco Seminara au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Conseil environnement du 14 octobre 2010" (n° 304)

05.01 Franco Seminara (PS): De nombreux États membres ont fait part de leur scepticisme face à la proposition de la Commission européenne de modification de la directive de 2001 sur les OGM. La proposition revient à laisser aux États membres la décision unilatérale de permettre ou non la culture de plantes OGM sur leur territoire. Un tel système "à la carte" comporte, d'une part, un risque de concurrence déloyale entre les agriculteurs des différents États membres et, plus globalement, un risque environnemental, la problématique de la dissémination des OGM ne s'arrêtant pas aux frontières nationales

des États membres.

Quelles positions la Belgique a-t-elle prises sur la proposition de la Commission concernant les OGM? Quels ont été les arguments avancés lors du Conseil du 14 octobre 2010? Quelles ont été les conclusions opérationnelles du Conseil et quelle est la suite de l'agenda dans ce dossier?

05.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): Il convient d'appréhender cette problématique de manière beaucoup plus globale. Il faut en particulier apprécier l'opportunité et les modalités d'adaptation des conditions d'agrément des OGM, leur mise en production dans les États membres et leur éventuelle entrée sur le marché.

La Belgique estime qu'elle ne dispose pas, à ce stade, des éléments nécessaires pour pouvoir se prononcer en pleine connaissance de cause sur les propositions de la Commission. Cette dernière doit d'abord répondre à la demande du Conseil Environnement du 5 décembre 2008 portant sur l'analyse, l'évaluation et, le cas échéant, la révision des lignes directrices relatives à l'évaluation des risques environnementaux et, en particulier, la prise en compte des conséquences socioéconomiques des disséminations volontaires et de la mise sur le marché des OGM. La Belgique souhaite, par ailleurs, disposer de l'avis du service juridique du Conseil sur la légalité de la proposition de la Commission.

La Commission continue de travailler en vue de répondre aux exigences du Conseil. Elle soumettra d'ici à la fin de l'année deux documents importants: les lignes directrices environnementales révisées de l'Association européenne des semences et un rapport sur l'évaluation socioéconomique des OGM. Elle a rappelé qu'une pétition citoyenne circule en vue d'instaurer un moratoire sur la culture d'OGM.

Le Conseil continue, pour sa part, d'examiner le texte en profondeur. Le Parlement ne se prononcera qu'en mars 2011 sur la proposition de la Commission.

05.03 Franco Seminara (PS): Je me réjouis de la proposition que défend notre pays et de votre vigilance.

L'incident est clos.

06 Question de M. Éric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les orientations de la politique climatique dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne" (n° 317)

06.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): L'an passé, vous aviez souligné le rôle majeur que l'Union européenne devait mener dans le cadre des négociations du sommet de Copenhague. Aujourd'hui, les espérances en la matière sont reportées sur le prochain sommet de Cancún, voire sur Johannesburg et les étapes suivantes.

L'une des clefs du succès de Cancún se situera dans les avancées claires et cohérentes sur les aspects de financement. À ce titre, les financements en matière d'aide au développement devraient être renouvelés et additionnels à ceux qui existent en la matière. La Belgique demeure-t-elle sur cette ligne que vous avez prônée? Dans le cadre d'un gouvernement en affaires courantes, comment se déroulera la préparation du sommet de Cancún et quel rôle pourrez-vous y jouer?

06.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): J'avais demandé à la Commission d'élaborer des propositions sur le passage de 20 à 30 % en tenant compte des avantages pour l'Europe. À Copenhague, nous l'avons avancé comme un argument censé entraîner les autres pays. Étant donné que ce but n'a pas été rencontré à Copenhague, le risque était de considérer l'argument comme nul et non avenu.

Nous poursuivons les négociations. Les résultats ont été traduits dans un premier rapport. Dans ce dernier, un certain nombre de principes ont été repris pour l'élaboration d'instruments européens. Le rythme est soutenu. L'Union souligne aussi dans ce rapport que la discussion au sujet du passage à 30 % doit être menée sur la base des intérêts européens. Vu l'absence de consensus au niveau international, l'Union européenne devra continuer à jouer un rôle fédérateur important.

La discussion au sujet du financement climatique est importante. Nous avons eu une discussion sur ce sujet le 14 octobre dernier. L'Union est résolue à contribuer au financement *Fast Start* à hauteur de 2,4 milliards d'euros par an pour la période 2010-2012. Nous souhaitons arriver à Cancún avec un rapport détaillé reprenant l'état des lieux des engagements de l'Union et de ses États membres. Nous sommes en discussion sur la définition de l'"additionnalité". Il faut que cette "additionnalité" soit comparable à l'"additionnalité" éventuelle calculée dans d'autres régions du monde. Or, on ne parle pas forcément des mêmes seuils ou des mêmes niveaux d'aide. Nous aurons encore une discussion à ce sujet avant Cancún.

06.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Vous n'avez pas répondu à ma question relative au rôle éventuel d'un ministre du Climat en affaires courantes dans le cas où il devrait se rendre à Cancún.

06.04 **Paul Magnette**, ministre (*en français*): C'est une question qui nécessite un débat beaucoup plus vaste. Que nous soyons en affaires courantes ne change rien puisque cela fait partie de nos obligations internationales. Par ailleurs, le mandat est longuement négocié entre le gouvernement fédéral et les entités régionales. Chaque niveau de pouvoir sera représenté. Le rôle de la Commission dans ces négociations tend à se renforcer. En effet, il est important qu'il y ait une voix qui s'exprime au nom de l'Union si l'on veut peser davantage.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 14 h 45 à 15 h 24.

Le **président**: Les questions de Mme De Block (n^{os} 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35) sont reportées à une prochaine réunion.

07 Questions jointes de

- **M. David Clarinval** à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le concours de sélection des kinésithérapeutes" (n° 37)
- **Mme Kattrin Jadin** à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le concours de sélection de l'INAMI pour les kinésithérapeutes pour obtenir un numéro INAMI définitif" (n° 251)
- **Mme Catherine Fonck** à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le concours pour l'accès à la profession de kinésithérapeute" (n° 356)

07.01 **David Clarinval** (MR): Les associations professionnelles critiquent le contingentement et évoquent la pénurie de kinésithérapeutes. De plus, la presse fait état de votre volonté de supprimer le concours de sélection.

Combien y a-t-il de candidats valablement inscrits en Communauté française et en Communauté flamande? Ce nombre dépasse-t-il celui des numéros INAMI disponibles?

Pourquoi ne pas avoir suivi l'avis unanime de la Commission de planification daté du 6 février 2009 en faveur de la suppression de l'examen en fin d'études? Où en est le cadastre des kinésithérapeutes?

07.02 **Kattrin Jadin** (MR): Bien qu'ayant terminé leurs études et étant intégrés au marché du travail, 393 jeunes kinésithérapeutes doivent encore prochainement passer un examen en vue de l'obtention de leur numéro INAMI définitif. Or il n'y aurait que 293 numéros disponibles.

Quoique je désapprouve ce procédé, visant surtout à décourager les jeunes, je souhaite néanmoins faire le point sur la situation des quatre diplômés germanophones, qui ne pourront vraisemblablement pas passer l'épreuve dans leur langue maternelle.

Cela constitue un sérieux handicap, car il leur a été expliqué lors d'une formation que la précision des termes utilisés, les subtilités de la langue française ainsi que la rapidité avec laquelle il serait répondu au questionnaire seraient prises en compte.

Avez-vous intégré cette problématique? Des facilités sont-elles prévues?

Voulez-vous toujours supprimer cet examen? Si oui, pourquoi ne pas le suspendre pour l'année en cours?

07.03 Catherine Fonck (cdH): La situation est inhumaine pour la centaine de kinésithérapeutes qui seront au-delà du quota du côté francophone, et qui ont déjà un numéro d'agrément provisoire. De plus, certains kinésithérapeutes ne trouvent pas de remplaçant.

Depuis 2009, la kinésithérapie figure dans la liste des métiers en pénurie. De plus, un retard s'est accumulé depuis 2005, car le nombre de candidats a été depuis inférieur au quota officiel.

Il y a donc urgence vu que l'examen a lieu le 30 octobre. Qu'allez-vous faire des cent diplômés qui ont un numéro provisoire et travaillent déjà?

N'y a-t-il pas contradiction avec la situation de pénurie? Se pose aussi la question de la continuité des soins.

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Il y aura du pain sur la planche pour le prochain ministre de la Santé, face à ces pénuries et à cette espèce de numerus clausus. En période d'affaires courantes, je ne puis m'y atteler.

Il est important de rappeler que tous les kinésithérapeutes qui le demandent reçoivent un numéro INAMI qui leur permet de travailler dans les hôpitaux et les maisons de repos. Seuls ceux qui souhaitent effectuer des prestations privées sont sélectionnés par voie de concours.

Je suis d'accord avec les remarques exprimées, et j'ai d'ailleurs proposé deux nouveaux arrêtés augmentant significativement les quotas, ce qui a permis de supprimer le concours, le nombre d'inscrits étant inférieur aux nouveaux quotas. En 2010, cela représente 702 kinésithérapeutes pouvant prétendre à une nomenclature privée (409 néerlandophones et 293 francophones). Comme il y a 252 néerlandophones et 393 francophones inscrits, le concours doit avoir lieu du côté francophone.

Ayant émis à plusieurs reprises le souhait d'une réflexion sur l'opportunité d'une suppression du concours, j'ai demandé à la Commission de planification de me rendre ses conclusions à ce sujet. Elle s'est prononcée, en février 2009, pour une suppression accompagnée d'autres mécanismes de planification. En juin, elle a proposé d'élargir les quotas aux numéros INAMI non utilisés, avis que j'ai transposé dans l'arrêté royal du 14 octobre 2009. Enfin, le 18 mai dernier, la Commission rendait un avis formel proposant la suppression de l'examen couplée avec la définition de sous-quotas en collaboration avec les Communautés.

La chute du gouvernement n'a pas permis les changements législatifs nécessaires.

Je continue à penser que cet examen n'est pas opportun.

Le cadastre, qui est finalisé au sens légal mais sera plus efficace une fois couplé avec des données complémentaires comme celles de l'INAMI, est un des outils principaux d'une planification nécessaire pour tous les professionnels de la santé.

J'ai interpellé le Selor au sujet des quatre candidats germanophones, mais j'ignore si une solution pourra être trouvée d'ici le 30 octobre.

07.05 David Clarinval (MR): Il est regrettable que ce concours n'ait pas été supprimé depuis février 2009, alors que le gouvernement n'était pas en affaires courantes. Je déplore aussi certains effets d'annonce qui

ont donné de faux espoirs aux étudiants.

Je prends note de votre volonté de supprimer ce système injuste et je garde espoir.

07.06 Kattrin Jadin (MR): La situation est triste pour ceux qui sont déjà dans le circuit du travail, d'autant plus qu'il n'est pas facile d'être indépendant.

Je remercie la ministre de prendre en considération la situation des germanophones. On pourrait assouplir les exigences de rapidité. J'espère qu'on fera preuve de compréhension à l'égard de ces jeunes, qui sont très volontaires.

Il y a pourtant assez de numéros à l'échelle du Royaume. J'espère que le nouveau gouvernement s'attaquera à cette mesure injuste.

07.07 Catherine Fonck (cdH): Des kinésithérapeutes ont commencé à exercer depuis juillet, avec un numéro provisoire, un métier déclaré en pénurie. Et on leur annonce que leurs prestations en cabinet peuvent se terminer du jour au lendemain sans, peut-être, la possibilité de se recaser par la suite.

Le gouvernement en affaires courantes, compte tenu du retard de ces dernières années, ne peut-il décider un moratoire pour l'examen prévu dans quinze jours?

07.08 Laurette Onkelinx, ministre (en français): Il faut respecter ces étudiants en situation difficile en leur disant la vérité: pour un moratoire, c'est actuellement impossible, comme pour le numerus clausus en médecine. Nous sommes perpétuellement en train d'alléger la situation. Ceux qui ont fait tomber le gouvernement mesurent leur responsabilité, y compris dans de tels dossiers. L'examen devra donc avoir lieu.

07.09 Catherine Fonck (cdH): Le Parlement peut prendre l'initiative sur le plan réglementaire. Évidemment, il reste le problème des dates. Je regrette vraiment pour ces kinésithérapeutes.

Le **président**: Ce problème est certes épineux mais il n'est pas le seul à réclamer notre attention. Tenons-nous en aux accords conclus. Je crains que cette question ne puisse être examinée au Parlement avant longtemps.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Burgeon est empêchée car elle est présente dans une autre commission. Elle posera ses questions tout à l'heure. Mme Detiège a demandé de reporter sa question n° 79. Mme Boulet est absente et sa question n° 144 est sans objet. Mme Dierick a demandé de reporter sa question n° 167.

08 Question de Mme Nahima Lanjri à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement des chaussures orthopédiques faites sur mesure" (n° 225)

08.01 Nahima Lanjri (CD&V): Les chaussures orthopédiques faites sur mesure représentent un coût annuel d'environ 600 euros, un montant en grande partie remboursé par la mutualité. Jusqu'à l'âge de 18 ans, les patients ont droit au remboursement d'une paire de chaussures tous les neuf mois. Entre 18 et 65 ans, ils y ont droit une fois par an et à partir de l'âge de 65 ans, une fois tous les deux ans.

Souvent, il s'agit de personnes qui portent continuellement ces chaussures parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Se justifie-t-il vraiment que les plus de 65 ans, qui sont pourtant encouragés à bouger suffisamment, n'aient droit qu'à une paire de chaussures tous les deux ans? Ne s'agit-il pas d'une discrimination fondée sur l'âge? La ministre est-elle disposée à adapter ce système? J'espère que ce gouvernement d'affaires courantes pourra veiller à ce que ces personnes restent en mouvement.

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): Pour des raisons budgétaires, une distinction est établie entre actifs et non-actifs dans le cadre de ce règlement relatif au remboursement. Les plus de 65 ans sont rangés dans la seconde catégorie.

Toutefois, le délai de renouvellement des chaussures orthopédiques n'est pas seulement fonction de l'âge du patient. Il dépend aussi du type de chaussures qu'il porte. Des catégories de chaussures ont été définies sur la base de lésions ou d'affections spécifiques. Les plus de 65 ans de la catégorie B (affections avec une indication absolue) et de la catégorie C (affections avec une indication relative) n'ont effectivement droit au remboursement de chaussures fabriquées sur mesure que tous les deux ans alors que les plus de 65 ans de la catégorie A (affections lourdes) y ont droit tous les ans.

En 2010, le secteur s'est vu octroyer 500 000 euros pour élargir les possibilités d'indemnisation dont il dispose.

La commission de conventions orthopédistes-organismes assureurs est en train de dresser une liste de priorités. L'une des propositions formulées consiste à relever l'âge maximum de 65 ans.

08.03 Nahima Lanjri (CD&V): J'espère que nous pourrons très bientôt annoncer de bonnes nouvelles aux patients.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 226 de M. Moriau est transformée en question écrite.

09 Questions jointes de

- **Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la loi sur les accidents médicaux" (n° 228)**

- **Mme Marie-Claire Lambert à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mise en oeuvre de la loi relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé" (n° 287)**

09.01 Rita De Bont (VB): Sous la législature précédente, le Parlement avait adopté la loi sur les accidents médicaux. Or six mois après sa publication au *Moniteur belge*, cette loi n'est toujours pas en vigueur parce que le gouvernement n'a pas encore coulé sous une forme concrète les principes qu'il y a consacrés.

Quand cette loi sera-t-elle enfin en vigueur? La ministre compte-t-elle prévoir la possibilité d'étendre son champ d'application aux victimes d'une transfusion sanguine effectuée avant 1985 avec du sang contaminé par le VIH ou l'hépatite C? Dans l'affirmative, où la ministre puisera-t-elle les ressources financières requises?

09.02 Marie-Claire Lambert (PS): La loi du 31 mars 2010 était très attendue, tant par les prestataires de soins que par les patients. Elle permet une indemnisation rapide, simple et efficace des victimes d'erreurs et d'accidents médicaux. Elle n'est toutefois pas encore en vigueur puisque le Fonds des accidents médicaux doit encore être mis en place. On sait que le gouvernement est en affaires courantes. Que pouvons-nous répondre aux concitoyens qui souhaiteraient savoir quand ils auront la possibilité d'introduire une demande? Quand les premiers dossiers pourront-ils être traités par le Fonds?

09.03 Laurette Onkelinx, ministre (en français): Une meilleure indemnisation des victimes d'erreurs et d'accidents médicaux a été une de mes priorités au cours de la dernière législature et cela reste évidemment le cas au cours de cette période d'affaires courantes.

La loi du 31 mars 2010 ne nécessite que très peu d'arrêtés d'exécution et deux d'entre eux ont déjà été publiés. Néanmoins, le Fonds des accidents médicaux doit engager plus ou moins vingt-cinq personnes, après approbation par son conseil d'administration de son budget et de son plan de personnel. C'est au Roi qu'il appartient de fixer les modalités de désignation des membres de ce conseil d'administration. Un projet d'arrêté royal a dès lors été rédigé et soumis au Conseil d'État, qui a rendu son avis, mais après la démission du gouvernement. Cet arrêté ne relevant pas des affaires courantes, il convient d'attendre l'installation du prochain gouvernement. Si les affaires courantes devaient se prolonger, on pourrait peut-être trouver un système pour adopter cet arrêté malgré tout. Il faudra ensuite procéder à la nomination individuelle des membres du conseil d'administration.

L'article 11 de la loi prévoit un adossement du Fonds des accidents médicaux à l'INAMI, ce qui a pour but, entre autres, de rendre le Fonds rapidement opérationnel. Un groupe de travail veille à ce que le travail préparatoire soit effectué. Des contacts se poursuivent également avec l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, équivalent français du Fonds, dont les représentants nous aident beaucoup.

J'ajoute que la loi est applicable à tous les dommages causés par un fait postérieur à sa publication au *Moniteur belge*. De la sorte, le droit des victimes est garanti.

Enfin, le *call center* du SPF Santé publique répond depuis le 2 avril dernier aux questions des citoyens à propos de la loi. Si le citoyen le demande, le *call center* prend note de ses coordonnées et les transmet à l'INAMI qui les communiquera à son tour au Fonds, qui prendra contact avec la victime.

J'espère que le Fonds pourra traiter les premières demandes durant le premier semestre 2011.

(En néerlandais) L'indemnisation des patients souffrant de l'hépatite ou du sida à la suite d'une transfusion sanguine a été évoquée lors de l'examen de la loi du 31 mars 2010 sur l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé. À ma demande, le Centre d'expertise des soins de santé a rendu un rapport le 17 septembre 2010. D'après ce rapport, les propositions de loi examinées génèrent non seulement un coût budgétaire de 40 millions d'euros mais sont également discriminatoires. Elles doivent donc être revues. Il ne serait par ailleurs pas souhaitable d'inscrire cette question dans la loi de mars 2010.

Un gouvernement démissionnaire peut difficilement prendre position ou trancher dans ce débat.

09.04 Rita De Bont (VB): Le champ d'application ne sera donc pas élargi dans l'immédiat. Nous pouvons toutefois rassurer les victimes: dès que les arrêtés royaux seront approuvés par le nouveau gouvernement, les victimes pourront invoquer la loi.

09.05 Marie-Claire Lambert (PS): La ministre a fait tout ce qui était possible. En même temps, je regrette l'effet pervers de la situation dans laquelle certains nous ont entraînés.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le vaccin saisonnier contre la grippe" (n° 41)

10.01 Colette Burgeon (PS): Je souhaite rappeler toute l'importance que revêt la vaccination saisonnière contre la grippe. Les campagnes d'information et de prévention demeurent des politiques essentielles.

Le matraquage opéré l'année passée sur les risques de pandémie de la grippe A/H1N1 ne risque-t-il pas de desservir la politique de santé publique visant à améliorer la couverture vaccinale des populations à risque?

Comment les autorités vont-elles donc parvenir à amener les populations concernées à accepter le vaccin saisonnier antigrippal, d'autant qu'il intègre celui contre la grippe A/H1N1 qui fut, de manière erronée, décrédibilisé aux yeux du grand public?

Disposez-vous de données susceptibles d'évaluer le taux de couverture vaccinale des groupes désignés comme étant à risque, et ce d'année en année?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français): L'an dernier, l'activité médiatique supérieure à celle habituelle pour la grippe saisonnière a évidemment pu influencer l'opinion publique par rapport à la vaccination.

À ce jour, le virus de la grippe A/H1N1 circule toujours, ce qui a justifié son inclusion dans le vaccin contre la

grippe saisonnière.

Les recommandations de vaccination pour la grippe saisonnière sont similaires à celles des saisons passées. La communication publique à ce sujet ne devrait donc pas amener d'incompréhension mais une attention particulière doit être envisagée par rapport à des doutes éventuels auprès du public-cible.

Par ailleurs, la vaccination étant une matière préventive, ce sont les Communautés qui se chargent de la campagne de communication. La vaccination contre la grippe A/H1N1 pandémique a été ciblée vers des groupes particuliers. La couverture vaccinale est jugée satisfaisante pour ces groupes-cibles.

Il n'existe pas de données exhaustives sur les taux de couverture vaccinale des groupes à risque. Selon des données collectées en 2008, la proportion de personnes vaccinées contre la grippe saisonnière augmente avec l'appartenance à un groupe plus âgé et avec la déclaration d'une maladie de longue durée ou d'une maladie chronique. La couverture vaccinale chez les groupes plus jeunes pourrait être améliorée.

Les pratiques diffèrent entre Communautés. La Communauté flamande a décidé de vacciner gratuitement les personnes âgées dans les maisons de repos, mesure qui, bien sûr, influence le taux de vaccination.

Des données plus précises, recueillies de manière régulière, seraient en effet souhaitables.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le bisphénol A" (n° 82)

11.01 Colette Burgeon (PS): Le bisphénol A (BPA) est utilisé dans la fabrication de produits en contact avec les aliments, tels que les bouteilles réutilisables, les biberons, etc. Le BPA est accusé de perturber le système endocrinien. La Commission européenne a chargé l'EFSA d'évaluer s'il fallait reconsidérer la dose journalière tolérable existante pour le BPA. Le 30 septembre, l'Autorité européenne a conclu que le BPA ne présentait pas, à faible dose, de risque pour la santé.

Un membre du groupe d'experts de l'EFSA recommande, toutefois, de transformer la dose journalière tolérable en dose journalière tolérable temporaire du fait de l'incertitude scientifique qui demeure et l'EFSA est prête à reconsidérer sa décision si de nouvelles données sont disponibles dans les prochains mois.

Quelles conclusions doit-on tirer de la communication de l'EFSA? L'AFSCA s'est-elle penchée sur ces récentes conclusions? Les autorités compétentes doivent-elles rassurer l'opinion publique ou poursuivre les messages de mise en garde?

11.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français): Vous avez mis en évidence toute la difficulté pour les gestionnaires de la santé publique de prendre des décisions, alors que des enceintes scientifiques diverses expriment des points de vue totalement différents. Dans ce cadre-là, que faire? L'AFSCA est compétente dans le cadre des contrôles. Elle continue à effectuer des analyses afin de s'assurer la conformité des produits. Les conclusions d'un nouveau groupe d'experts de la Commission européenne sont attendues pour début novembre.

En attendant, j'ai demandé à notre Conseil supérieur de la Santé de m'indiquer s'il convient oui ou non, au niveau belge, de prendre des mesures dans l'attente d'une décision européenne. J'ai sollicité l'urgence. J'espère disposer prochainement d'un outil scientifique qui me permettra d'agir.

11.03 Colette Burgeon (PS): J'aimerais que la commission soit informée dès que le Conseil supérieur de la Santé vous aura transmis ses conclusions.

L'incident est clos.

12 Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la problématique de la consanguinité et des maladies héréditaires chez les chiens de race" (n° 261)

12.01 Flor Van Noppen (N-VA): Les croisements consanguins dans le cadre de l'élevage de chiens de race à pedigree entraînent une dégénérescence qui engendre des maladies transmissibles et des maux physiques. L'autorégulation par la Société Royale Saint-Hubert ne paraît pas chose évidente. Le ministre-président flamand a déclaré le 8 novembre 2010 qu'il organiserait une concertation avec l'ensemble des intéressés, dont les autorités fédérales.

La ministre est-elle au fait des problèmes? A-t-elle été conviée à cette concertation? Quelle position adoptera-t-elle?

12.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): J'ai connaissance des problèmes. Le Conseil du Bien-être des Animaux prépare actuellement un dossier scientifique sur les anomalies héréditaires et congénitales des chiens. Un groupe de travail composé d'experts scientifiques et de représentants de la protection animale, des associations d'élevage et des vétérinaires proposera un plan d'action sur la base de ce dossier. Le service Bien-être des animaux de mon département est associé à la démarche et exécutera ce plan d'action ultérieurement.

La présidence belge a également inscrit ce problème à l'agenda européen. Le groupe des experts vétérinaires du Conseil européen en charge du Bien-être des animaux traite de la question dans le cadre de la vaste discussion menée sur le bien-être des animaux de compagnie.

J'espère que tous les États membres se rallieront aux conclusions et que le texte emportera l'unanimité au Conseil des ministres.

12.03 Flor Van Noppen (N-VA): Je me réjouis qu'il soit mis fin à ces pratiques abusives.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la nocivité du chlore dans les piscines" (n° 242)

13.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Une étude espagnole a relevé les effets toxiques, au niveau génétique, du chlore chez le nageur. Des chercheurs ont étudié la corrélation entre les produits chimiques pour désinfecter l'eau des piscines et des mutations permanentes de l'ADN chez les nageurs. Ils ont observé des effets génétiques chez quarante-neuf adultes sains ayant nagé quarante minutes dans une piscine couverte traitée au chlore, avec un risque accru de cancer. Dès lors les auteurs de cette étude plaident pour la réduction des produits chimiques dans les piscines.

Je cite aussi l'étude du professeur Bernard, toxicologue à l'UCL et directeur de recherches du FNRS, qui a établi des corrélations significatives entre la prévalence de l'asthme chez les enfants et la fréquentation des piscines chlorées, prévalence d'autant plus forte si la fréquentation est précoce. Il recommande des normes plus strictes de qualité de l'air et de l'eau des piscines et, si possible, le recours à des alternatives de désinfection.

Disposez-vous de compétences pour rechercher et imposer des alternatives au chlore dans les piscines? Avez-vous pris connaissance de ces différentes études assez inquiétantes?

13.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Le professeur Bernard semble effectivement montrer une corrélation entre la prévalence de l'asthme chez les enfants et la fréquentation de piscines désinfectées au

chlore. L'examen des travaux du professeur Bernard est soumis depuis plusieurs mois au Conseil supérieur de la Santé dont je n'ai toujours pas reçu l'avis.

Je ne suis pas informée de l'étude espagnole. Au niveau des méta-analyses, on ne peut actuellement démontrer une association entre anomalie congénitale et chloration des piscines. J'ai d'ailleurs demandé l'avis du CSS sur cette étude.

Les compétences en matière de recherches d'alternatives au chlore dans les piscines pourraient être coordonnées, par exemple, par la Politique scientifique fédérale. Différentes méthodes de désinfection, avec ou sans chlore, existent, mais il n'entre pas dans les compétences fédérales d'imposer l'une ou l'autre.

Je vais examiner avec le président du Conseil supérieur de la Santé les avis qui doivent m'être rendus. À partir de là, affaires courantes ou pas, par une initiative du Parlement ou du gouvernement, il sera peut-être possible d'agir.

13.03 Thérèse Sney et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Si vous pouvez prendre une mesure sur le bisphénol A, je ne comprends pas pourquoi vous ne pourriez pas prendre une mesure concernant le chlore dans les piscines, même si je sais bien que la gestion d'une piscine ne relève pas de la compétence fédérale.

L'incident est clos.

14 Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allergies alimentaires" (n° 309)

14.01 Franco Seminara (PS): Les allergies alimentaires, parfois très graves, semblent connaître une progression fulgurante ces dernières années. Pour l'OMS, les allergies sont devenues le quatrième problème mondial de santé publique. Outre l'altération de la qualité de vie des personnes allergiques se pose le problème de déceler les ingrédients coupables entrant dans la composition des produits. La Commission européenne œuvre en la matière. Certains produits Delhaize ont encore, la semaine dernière, été retirés, car leurs étiquettes ne portaient pas l'indication des allergènes "gluten" et/ou "soja".

Quelles sont les raisons de cette croissance importante du nombre d'allergies alimentaires? Les OGM intensifient-ils les allergies alimentaires? Le Programme national Nutrition Santé (PNNS) prend-il en considération cette problématique?

14.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): L'augmentation de la prévalence des allergies alimentaires peut s'expliquer par la combinaison de différents facteurs. L'internationalisation des modes alimentaires et le recours fréquent à de la nourriture préparée industriellement ont pour conséquence la consommation de nouveaux aliments allergènes potentiels auxquels nous n'étions pas confrontés jadis.

La majorité des bébés ne sont pas allaités exclusivement jusqu'à l'âge de six mois, entraînant une diversification prématurée de l'alimentation du nourrisson. La prévention des allergies est, pour nous, une des raisons d'encourager l'allaitement maternel.

Notre mode de vie aseptisé conduirait à une évolution du système immunitaire des jeunes enfants vers un profil plus sensible aux allergies alimentaires.

La modification de l'habitat pourrait également jouer un rôle dans l'émergence des allergies: densification, isolation, manque d'aération et animaux de compagnie. Les pneumallergies sont principalement concernées mais, vu le mécanisme des allergies croisées, cela pourrait également avoir un impact en termes d'allergies alimentaires.

Dans son avis du 5 août 2009, le Conseil supérieur de la Santé rappelle qu'il faut distinguer les allergies alimentaires des hypersensibilités alimentaires non-allergiques ou pseudo-allergies. Je vous renvoie à son site internet.

La potentielle allergénicité nouvelle des OGM est prise en compte dans l'évaluation de l'EFSA.

Le Plan national Nutrition-Santé devrait certainement s'ouvrir à ce genre de phénomènes. Avant qu'il soit communautarisé, peut-être pourrions-nous donner des indications pour le futur plan.

L'incident est clos.

15 **Question de Mme Juliette Boulet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le plan d'aide pour les victimes de l'incendie des Mésanges" (n° 144)**

15.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Vous aviez exposé aux victimes de l'incendie des Mésanges divers aspects du suivi qui serait organisé, ainsi qu'une possibilité d'apurement des dettes liées aux soins de santé. Ces victimes s'impatientent. Elles ont très peu de réponses. J'interrogerai également demain le ministre de la Justice.

Pouvez-vous donner le détail des suivis psychologiques auxquels ont eu droit les victimes? Une liste des victimes ayant bénéficié d'une prise en charge thérapeutique dans les structures de soins belges devait être établie. Ce suivi a-t-il été réalisé? Des victimes ont-elles demandé une aide financière?

15.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Je n'ai pas obtenu de réponse de la part des autorités judiciaires alors que je demandais une liste précise des victimes. Dans ce cas, il m'est difficile de proposer un suivi psychosocial individuel et spécifique ou toute autre mesure.

Suite à la réunion organisée en juin 2008, 143 offres de service ont été faites par la maison de justice de Mons; 67 de ces victimes ont été rencontrées par l'accueil des victimes, ainsi que la plupart de leurs avocats, et 24 d'entre elles se sont constitué partie civile.

Pour le reste, le dossier relève du ministère de la Justice.

15.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Je souhaite attirer votre attention et celle du gouvernement sur le durcissement d'attitude de ce comité, qui menace d'en arriver à une grève de la faim, ce que je ne cautionne pas. Les promesses faites à ces personnes devant les caméras ne sont pas tenues. En ce moment, il est difficile de convaincre les citoyens que la politique apporte une réelle plus-value.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 37.

De vergadering wordt geopend om 14.11 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 **Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de Belgische en Europese positie in de aanloop naar de VN-klimaatconferentie in Cancún" (nr. 22)**

01.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Van 29 november tot 10 december 2010 vindt de VN-

klimaatconferentie plaats in Cancún. Groot-Brittannië, Duitsland en Frankrijk hebben in de aanloop naar deze conferentie al gepleit voor het optrekken van de reductiedoelstelling van 20 naar 30 procent. België speelt als Europese voorzitter een belangrijke rol in deze discussie.

Ik vroeg het ook al aan de eerste minister op het Federaal Adviescomité voor de Europese Aangelegenheden: ondersteunt ons land de eis tot verhoging van de Europese doelstelling? Welke maatregelen heeft de minister al genomen en welke zal hij de komende weken nog nemen? Wat was de positie van België vorige week op de Europese Raad Leefmilieu?

01.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): In de huidige internationale context is een emissiereductie van 30 procent zeker te overwegen, niet alleen om andere landen aan te moedigen om hetzelfde te doen, maar ook omwille van alle voordelen die deze reductie de Europese Unie opbrengt.

De uitstoot van broeikasgassen is in 2009 al met 17 procent gedaald tegenover 1990. Door de economische crisis en de hogere internationale energieprijzen kunnen heel wat voordelen die samenhangen met een reductie met 20 procent niet langer worden benut en een opstap naar 30 procent zou hieraan tegemoet komen. Het zou Europa ook de kans geven om de race inzake het koploperschap op het vlak van innovatie en groene technologie te winnen van onder meer China en India.

Onder het Spaanse voorzitterschap werd duidelijk dat de Europese Commissie nood had aan een leidraad van de lidstaten om de overstap naar een reductie van 30 procent te analyseren. Het Belgische voorzitterschap heeft meteen werk gemaakt van de nodige voorbereidende besprekingen. Bedoeling is om op korte termijn hierover een rapport te publiceren waarop de Commissie kan verder werken.

01.03 **Kristof Calvo** (*Ecolo-Groen!*): Het antwoord van de minister stelt me gerust: we moeten inderdaad werk maken van een versterkt Europees klimaatbeleid. Ik vraag daarom ook om de resolutie van mijzelf en de heer Jadot over de doelstellingen voor Cancún zo snel mogelijk in deze commissie te bespreken.

De **voorzitter**: Dat laatste kan aan bod komen bij de regeling van de werkzaamheden.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "duurzaamheidstesten om de invloed van een project op de biodiversiteit te meten" (nr. 85)**

02.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (*Ecolo-Groen!*): Deze week gaat de VN-conferentie in Nagoya (Japan) van start, het lijkt mij dan ook een uitgelezen gelegenheid om het onderwerp biodiversiteit aan te snijden.

Alle beleidsplannen kunnen een impact hebben op grondgebieden, of het nu om België of andere landen gaat. Het is daarom nuttig om die impact te kunnen inschatten. De duurzaamheidstest, die tijdens de vorige zittingsperiode reeds ter sprake kwam, omvat een item biodiversiteit. Er is echter geen precieze methodologie of indicator vastgelegd.

Bevestigt u dat de huidige duurzaamheidstest geen gestandaardiseerde methodologie en ook geen concrete indicator met betrekking tot biodiversiteit omvat? Hoe gaat de regering ter zake te werk?

02.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): De biodiversiteit is een van de prioritaire doelstellingen van het voorzitterschap. Als men wil nagaan welke impact een project heeft op de biodiversiteit, moet men ook de doelstelling van een duurzaamheidstest en zijn verloop onder de loep nemen.

De moeilijkheid bestaat er immers in de meerwaarde te evalueren van een transversale duurzaamheidstest, die alle dimensies van de duurzame ontwikkeling behelst en die tegelijkertijd nauwkeurig genoeg is om bij de politieke prioriteiten aan te sluiten. Met het huidige schema van indicatoren op het screeningformulier willen we de kwaliteit van de beslissingen verbeteren door de potentiële impact op alle dimensies van een duurzame ontwikkeling te evalueren. Het schema waarnaar u verwijst, is slechts een eerste stap, *quick scan* genaamd, waarmee kan worden nagegaan of een meer uitgebreide duurzaamheidstest vereist is.

In de zogenaamde *scoping manual* nemen we de vragen uit de Europese handleiding over: leidt de geselecteerde optie tot een vermindering van het aantal soorten, variëteiten of rassen in een bepaalde sector, of, integendeel, tot een toename van het aantal aanwezige soorten, door bijvoorbeeld het behoud van soorten te bevorderen? Heeft de geselecteerde optie gevolgen voor beschermde of bedreigde soorten, hun habitat en de gebieden met broze ecosystemen? Leidt ze tot een versnippering van het landschap of beïnvloedt ze op enigerlei andere wijze migratieroutes, ecologische corridors of bufferzones? Tast ze de schoonheid van beschermde landschappen aan?

De screening en de doelstelling van de test passen in een aanpak die voornamelijk op de kwaliteit gericht is. Als het de bedoeling is om een onderbouwde duurzaamheidstest te ontwikkelen, moeten er cijfers in opgenomen worden.

Wij vinden dat wij op het federale niveau al betrekkelijk ver gaan, ondanks het feit dat er soms voor bepaalde bevoegdheden in milieucompensaties wordt voorzien. Op dat vlak volgen wij het voorbeeld van Duitsland.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Het verheugt me dat er naar onderbouwde criteria wordt gestreefd. Ik hoop dat u dit idee zult blijven ondersteunen, wat ook uw functie zal zijn. De kwestie van de biodiversiteit staat of valt met de coherentie van het beleid op nationaal en internationaal vlak.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van Klimaat en Energie over "de stand van zaken in verband met de omzetting van de Europese richtlijn 2008/101/EG" (nr. 204)

03.01 Rita De Bont (VB): Op 8 mei 2009 keurde het Vlaams Gewest een voorstel van decreet goed dat bepaalt dat luchtvaartactiviteiten worden opgenomen in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten. Het gaat om de uitvoering van richtlijn 2008/101/EG. Het Brusselse Gewest en de federale overheid hebben tegen dit decreet beroep aangetekend bij het Grondwettelijk Hof. Op 6 oktober keurde ook het Waalse Parlement een voorstel van decreet in die zin goed.

Een ad-hocwerkgroep die deze problematiek zou bestuderen, werd opgericht. De groep zou medio maart 2010 verslag uitbrengen. Heeft de werkgroep zijn opdracht voltooid? Welke overheden zijn verantwoordelijk voor het omzetten van de Europese richtlijn? Als de Gewesten verantwoordelijk zijn, voor welk deel van de broeikasgasemissie in de luchtvaart is elk Gewest dan verantwoordelijk? Hoe worden de lasten tussen de Gewesten verdeeld en hoe zal de opbrengst van de veiling van de uitstootrechten worden toegewezen?

03.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De federale regering heeft zich inderdaad aangesloten bij het beroep tegen het Vlaamse decreet dat het Brusselse Gewest bij het Grondwettelijk Hof heeft ingeleid. Zolang het Hof zich niet over de bevoegdheidsverdeling uitspreekt, is er geen enkele vergadering gepland.

Het ontwerpdecreet van de Waalse regering heeft van de Raad van State trouwens een negatief advies gekregen. Dit bevestigt de stelling dat het federale niveau in elk geval gedeeltelijk bevoegd is voor het omzetten van deze Europese richtlijn.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "de aanwezigheid van kwik in bepaalde lampen" (nr. 283)

04.01 Joseph George (cdH): Het kwik in spaarlampen of fluocompactlampen kan in gas- of vloeibare vorm schadelijk zijn. Sommige producenten hebben evenwel een amalgaam ontwikkeld dat het kwik vasthoudt indien de lamp breekt. Moeten de consumenten niet worden geïnformeerd over de veiligheidsvoorschriften die ze in acht moeten nemen indien zulke lampen stukgaan? Zou men niet beter enkel de verkoop toestaan van lampen waarbij het kwik slechts in beperkte mate kan vrijkomen?

04.02 Minister Paul Magnette (Frans): Tijdens de onderhandelingen over de richtlijn inzake ecologisch ontwerp had België voorgesteld dat men de fabrikanten ertoe zou verplichten de consumenten mee te delen wat ze moeten doen als er een lamp breekt. Omdat er met dit verzoek geen rekening werd gehouden,

besliste de FOD Volksgezondheid op haar website de aanbevelingen te publiceren die in dergelijke omstandigheden moeten worden gevolgd.

Wat de commercialisering betreft, kunnen er momenteel nog geen nationale reglementaire specificaties voor dergelijke producten worden ingevoerd, omdat die normen in het kader van de Europese markt worden vastgelegd. Wij nemen nota van uw voorstel. We zullen de technieken evalueren die toelaten de verspreiding van kwik te beperken als zo'n lamp mocht breken. We zullen ook de mogelijkheid onderzoeken om een dergelijke regeling in te voeren. Na dit onderzoek kunnen we de Commissie aanbevelen de richtlijn te herzien.

04.03 Joseph George (cdH): Dergelijke lampen worden steeds meer gebruikt. Het risico dat ze stukgaan neemt dus toe. Er dienen derhalve de nodige voorzorgsmaatregelen getroffen te worden.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Franco Seminara aan de minister van Klimaat en Energie over "de Raad Milieu van 14 oktober 2010" (nr. 304)

05.01 Franco Seminara (PS): Tal van lidstaten hebben laten weten dat ze sceptisch staan tegenover het voorstel van de Europese Commissie om de richtlijn inzake de ggo's uit 2001 te herzien. Het voorstel komt erop neer dat de lidstaten zelf zouden kunnen beslissen of ze de teelt van ggo's op hun grondgebied al dan niet toestaan. Zo een systeem à la carte zet de deur open voor oneerlijke concurrentie tussen de landbouwers uit de verschillende lidstaten en houdt, meer algemeen gesproken, een milieurisico in, namelijk de onbedoelde verspreiding van ggo's over de landsgrenzen van de lidstaten heen.

Welke standpunten heeft België ingenomen ten aanzien van het voorstel van de Commissie betreffende de ggo's? Welke argumenten werden er naar voren gebracht tijdens de bijeenkomst van de Raad van 14 oktober 2010? Tot welke operationele conclusies is de Raad gekomen en welk vervolg zal dat dossier krijgen?

05.02 Minister Paul Magonette (Frans): Deze problematiek moet op een veel globalere manier worden benaderd. Er moet in het bijzonder worden nagegaan of en hoe de erkenningsvoorwaarden voor de ggo's moeten worden aangepast, er moet een beslissing worden genomen in verband met de productie van ggo's in de lidstaten en in verband met hun eventuele intrede op de markt.

België meent dat het in dit stadium niet over de nodige gegevens beschikt om zich met kennis van zaken over de voorstellen van de Commissie uit te spreken. Die laatste moet eerst antwoorden op de vraag van de Raad Leefmilieu van 5 december 2008 in verband met de analyse, de toetsing en, in voorkomend geval, de herziening van de richtsnoeren betreffende de evaluatie van de milieurisico's, meer bepaald van de sociaaleconomische gevolgen van de doelbewuste introductie en van het in de handel brengen van ggo's. België wenst overigens kennis te nemen van het advies van de juridische dienst van de Raad met betrekking tot de wettelijkheid van het voorstel van de Commissie.

De Commissie blijft zich inspannen om aan de eisen van de Raad te voldoen. Tegen eind dit jaar zal ze twee belangrijke documenten voorleggen: de herziene milieurichtsnoeren van de *European Seed Association* en een rapport over de sociaaleconomische evaluatie van de ggo's. De Commissie wees er tevens op dat er handtekeningen worden verzameld voor een petitie waarin wordt gevraagd een moratorium op de teelt van ggo's in te stellen.

De tekst wordt nog nader bestudeerd door de Raad. Het Parlement zal zich pas in maart 2011 over het voorstel van de Commissie uitspreken.

05.03 Franco Seminara (PS): Ik ben tevreden over het voorstel dat door ons land wordt verdedigd en over uw grote waakzaamheid in dit dossier.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Klimaat en Energie over "de krachtlijnen van het klimaatbeleid in het kader van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie" (nr. 317)

06.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Vorig jaar wees u op de belangrijke rol die de EU tijdens de onderhandelingen in het kader van de top van Kopenhagen diende te spelen. Vandaag gelden er dezelfde verwachtingen voor de komende top in Cancún, of zelfs voor die in Johannesburg en de volgende fasen van de onderhandelingen.

Het succes van Cancún zal in de eerste plaats worden afgemeten aan de heldere en consistente vooruitgang die er op het vlak van de financiering zal worden geboekt. Zo dient de financiering van de ontwikkelingshulp te worden hernieuwd en moeten er ter zake extra middelen worden gevonden. Zal België de beleidslijn die u voorstaat, blijven volgen? Hoe zal de regering van lopende zaken de top van Cancún voorbereiden en welke rol zal u daar kunnen spelen?

06.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Ik heb de Commissie verzocht voorstellen uit te werken in verband met het optrekken van het streefcijfer van 20 tot 30 procent, rekening houdend met de voordelen die dat voor Europa zou inhouden. In Kopenhagen hebben we dat aangevoerd als een argument om de andere landen over de streep te halen. Aangezien dat doel in Kopenhagen niet werd gerealiseerd, dreigde dat argument te worden weggevaagd.

We blijven voortonderhandelen. De resultaten werden in een eerste verslag gegoten. In dat verslag worden een aantal beginselen vastgesteld voor de uitwerking van Europese instrumenten. Er wordt stevig doorgewerkt. In dat verslag benadrukt de Unie ook dat er bij de besprekingen over het optrekken van het streefcijfer tot 30 procent moet worden uitgegaan van de Europese belangen. Gelet op het gebrek aan consensus op internationaal vlak zal de Europese Unie een belangrijke verenigende rol moeten blijven vervullen.

De discussie over de klimaatfinanciering is van groot belang. We hebben daar op 14 oktober over gepraat. De Unie heeft besloten bij te dragen aan de snelstartfinanciering ten bedrage van 2,4 miljard euro per jaar voor de periode 2010-2012. We willen naar Cancún gaan met een gedetailleerd verslag over de stand van zaken van de verbintenissen van de Unie en van haar lidstaten. We discussiëren momenteel over de definitie van 'additionaliteit'. Die 'additionaliteit' moet vergeleken kunnen worden met de 'additionaliteit' zoals die eventueel elders in de wereld wordt berekend. De gehanteerde hulpdrempels of -niveaus zijn echter niet steeds identiek. We zullen daar vóór Cancún nog over spreken.

06.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): U heeft geen antwoord gegeven op mijn vraag over de rol die een minister van Klimaat in een regering van lopende zaken kan spelen als hij naar Cancún zou worden afgevaardigd.

06.04 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): Het antwoord op die vraag vergt een veel ruimer debat. Dat dit een regering van lopende zaken is, verandert niets aan het feit dat die klimaatop deel uitmaakt van onze internationale verplichtingen. De federale regering en de deelgebieden hebben trouwens uitvoerig onderhandeld over het mandaat. Elk beleidsniveau zal vertegenwoordigd zijn. De Commissie speelt een alsmear grotere rol in die onderhandelingen. Het is inderdaad belangrijk dat de Unie met één stem spreekt als men een grotere stem in het kapittel wil hebben.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 14.45 uur tot 15.24 uur.

De **voorzitter**: De vragen van mevrouw De Block (nrs 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 en 35) worden naar een volgende vergadering uitgesteld.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer David Clarinval aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het vergelijkend examen voor de selectie van de kinesitherapeuten" (nr. 37)
- mevrouw Kattrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het door het RIZIV georganiseerde selectie-examen voor kinesitherapeuten met het oog op het behalen van een definitief RIZIV-inschrijvingsnummer" (nr. 251)
- mevrouw Catherine Fonck aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en

Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het vergelijkend examen voor de selectie van de erkende kinesitherapeuten" (nr. 356)

07.01 David Clarinval (MR): De beroepsverenigingen hebben kritiek op de contingentering, en wijzen op het tekort aan kinesisten. Bovendien vernemen we uit de pers dat u bereid zou zijn het vergelijkend examen af te schaffen.

Hoeveel kandidaten zijn er geldig ingeschreven in de Franse en de Vlaamse Gemeenschap? Zijn er meer kandidaten dan RIZIV-nummers?

Waarom heeft men niet het unaniem advies van de Planningscommissie van 6 februari 2009 gevolgd, waarin gepleit wordt voor de afschaffing van het uitgangsexamen? Hoe staat het met het kadaster van de kinesisten?

07.02 Kattrin Jadin (MR): Ondanks het feit dat ze hun opleiding afgerond en werk gevonden hebben, moeten 393 jonge kinesisten eerlang nog een examen afleggen om hun definitief RIZIV-nummer te verkrijgen. Momenteel zouden er echter slechts 293 nummers beschikbaar zijn.

Hoewel ik het niet eens ben met deze procedure, die vooral bedoeld is om jongeren te ontmoedigen, wil ik toch wijzen op de situatie van de vier afgestudeerde Duitstaligen, die het examen waarschijnlijk niet in hun moedertaal zullen kunnen afleggen.

Dat vormt een ernstige handicap, aangezien ze tijdens een opleiding te horen kregen dat er rekening zou worden gehouden met de nauwkeurigheid van de gebruikte termen, de nuances van het Frans, en de snelheid waarmee de vragen worden beantwoord.

Hebt u die problemen in aanmerking genomen? Zullen er faciliteiten worden toegekend?

Wilt u dat examen nog altijd afschaffen? Zo ja, waarom schort u het dan niet op voor het lopende jaar?

07.03 Catherine Fonck (cdH): Voor de zowat honderd kinesitherapeuten langs Franstalige zijde die reeds een voorlopige bekwamingscode hebben en buiten het quotum zullen vallen, is de situatie onmenselijk. Bovendien vinden bepaalde kinesitherapeuten geen vervanger.

Sinds 2009 staat het beroep van kinesitherapeut op de lijst van de knelpuntberoepen. Al sinds 2005 zijn er minder kandidaten dan het officiële quotum, zodat de kloof steeds dieper is geworden.

Het examen heeft al plaats op 30 oktober en er moet dus dringend een oplossing komen. Wat gaat u doen met de honderd gediplomeerden die al over een voorlopig nummer beschikken en al aan de slag zijn?

Hoe valt een en ander te rijmen met het bestaande tekort aan kinesitherapeuten? Daarnaast rijst ook de vraag betreffende de continuïteit van de zorgverlening.

07.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Er is werk aan de winkel voor de volgende minister van Volksgezondheid, in het licht van het bestaande tekort aan kinesitherapeuten en van de verkapte numerus clausus. In deze periode van lopende zaken kan ik deze taak echter niet op mij nemen.

Wel wil ik erop wijzen dat alle kinesitherapeuten die daarom verzoeken een RIZIV-nummer krijgen waarmee ze in zieken- en rusthuizen kunnen werken. Enkel de kinesitherapeuten die een privépraktijk willen beginnen, worden via een vergelijkend examen geselecteerd.

Ik ben het eens met de opmerkingen die gemaakt werden, en ik heb trouwens twee nieuwe besluiten voorgesteld teneinde de quota aanzienlijk op te trekken. Doordat het aantal ingeschrevenen telkens onder de nieuwe quota bleef, hoefde er geen vergelijkend examen te worden georganiseerd. In 2010 kunnen 702 kinesisten toegang krijgen tot de private nomenclatuur (409 Nederlandstaligen en 293 Franstaligen). Aangezien er 252 Nederlandstaligen en 393 Franstaligen zijn ingeschreven, is er voor de Franstaligen een vergelijkend examen nodig.

Ik heb er meermaals voor gepleit dat er zou worden nagedacht over de vraag of het niet opportuun is om het examen af te schaffen. Ik heb de Planningscommissie gevraagd mij haar conclusies daaromtrent te bezorgen. Ze heeft zich in februari 2009 uitgesproken voor de afschaffing, al diende die wel gepaard te gaan met andere planningsmechanismen. In juni heeft ze voorgesteld om de quota uit te breiden tot de niet-gebruikte RIZIV-nummers, en dat advies heb ik omgezet in het koninklijk besluit van 14 oktober 2009. Ten slotte heeft de Planningscommissie op 18 mei van dit jaar een formeel advies uitgebracht waarin ze voorstelt het examen af te schaffen en in samenwerking met de Gemeenschappen subquota vast te leggen.

Door de val van de regering konden de nodige wetswijzigingen niet worden doorgevoerd.

Ik blijf erbij dat het examen niet opportuun is.

Het kadaster, waarvoor de wettelijke grondslag is gelegd maar dat doeltreffender zal zijn wanneer het eenmaal gekoppeld zal zijn aan aanvullende gegevens zoals die van het RIZIV, is een van de voornaamste instrumenten voor een planning, die voor alle gezondheidswerkers noodzakelijk is.

Ik heb Selor om tekst en uitleg gevraagd in verband met de vier Duitstalige kandidaten, maar ik weet niet of er vóór 30 oktober een oplossing kan worden gevonden.

07.05 David Clarinval (MR): Het is jammer dat dit vergelijkend examen al niet in februari 2009 werd afgeschaft, toen de regering nog geen regering van lopende zaken was. Ik betreur eveneens dat er door bepaalde aankondigingseffecten ijdele hoop werd gewekt bij de studenten.

Ik neem er nota van dat u dit onrechtvaardige systeem wil afschaffen en blijf hopen.

07.06 Katrin Jadin (MR): De situatie is triest voor degenen die al in het arbeidscircuit zitten, te meer daar het niet gemakkelijk is om zelfstandige te zijn.

Ik wil de minister danken dat zij de situatie van de Duitstaligen in aanmerking heeft willen nemen. We zouden de vereisten inzake het snel beantwoorden van de vragen kunnen versoepelen. Ik hoop dat men begrip zal opbrengen voor die jongeren, die er echt voor willen gaan.

Als we de aantallen voor het hele land bekijken, zijn er wel voldoende nummers. Ik hoop dat de nieuwe regering die onrechtvaardige maatregel zal rechtzetten.

07.07 Catherine Fonck (cdH): Er zijn kinesitherapeuten die sinds juli aan de slag zijn, en met een voorlopig nummer een knelpuntberoep uitoefenen. En zij krijgen te horen dat hun werk in hun praktijk van de ene op de andere dag kan worden stopgezet, wellicht zelfs zonder dat ze elders nog aan de bak komen.

Kan de regering van lopende zaken, gezien het tekort aan kinesitherapeuten van de voorbije jaren, niet beslissen om het examen dat over twee weken zal plaatsvinden, op te schorten?

07.08 Minister Laurette Onkelinx (Frans): We moeten die studenten, die zich in een moeilijke situatie bevinden, respecteren en hun de waarheid vertellen: een moratorium is momenteel niet haalbaar, net zoals er niet kan worden getornd aan de numerus clausus voor de geneeskunde. Wij doen er voortdurend alles aan om een perspectief te bieden. Zij die de regering hebben doen vallen, dragen een zware verantwoordelijkheid, ook in dergelijke dossiers. Het examen zal dan ook plaatsvinden.

07.09 Catherine Fonck (cdH): Het Parlement kan het initiatief nemen op regelgevend vlak. Het probleem met betrekking tot de data wordt niet opgelost. Dat vind ik bijzonder jammer voor deze kinesisten.

De **voorzitter:** Het probleem is inderdaad acuut, maar het is niet het enige wat onze aandacht vergt. Laten we ons aan de gemaakte afspraken houden. Ik vrees dus dat dit pas een parlementaire behandeling kan krijgen als de proef al voorbij is.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Burgeon is belet in een andere commissie en zal haar vragen straks stellen. Mevrouw Detiège heeft gevraagd om haar vraag nr. 79 uit te stellen. Mevrouw Boulet is niet aanwezig en haar vraag nr. 144 vervalt. Mevrouw Dierick heeft gevraagd om haar vraag nr. 167 uit te stellen.

08 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de terugbetaling van op maat gemaakte orthopedische schoenen" (nr. 225)

08.01 Nahima Lanjri (CD&V): Op maat gemaakte orthopedische schoenen kosten per paar ongeveer 600 euro, een bedrag dat grotendeels wordt terugbetaald door het ziekenfonds. Tot de leeftijd van 18 jaar hebben patiënten om de negen maanden recht op de terugbetaling van een paar schoenen. Tussen 18 en 65 jaar hebben ze hier jaarlijks recht op, vanaf de leeftijd van 65 pas om de twee jaar.

Het gaat hier om mensen die deze schoenen vaak de hele tijd dragen omdat ze geen ander alternatief hebben. Is het wel verantwoord dat 65-plussers, die intussen wel worden aangemoedigd om voldoende te bewegen, slechts recht hebben op één paar om de twee jaar? Is dit geen discriminatie op basis van leeftijd? Is de minister bereid deze regeling aan te passen? Ik hoop dat deze regering van lopende zaken bevoegd is om deze mensen aan het lopen te houden.

08.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Bij deze terugbetalingsregeling wordt om budgettaire redenen een onderscheid gemaakt tussen actieve en niet-actieve personen. Personen ouder dan 65 jaar vallen onder de laatste categorie.

De vernieuwingstermijn van orthopedische schoenen is echter niet alleen gerelateerd aan de leeftijd van de patiënt, maar ook aan het soort schoenen dat hij draagt. Er werden categorieën van schoenen vastgesteld op basis van de letsels of specifieke aandoeningen. 65-plussers van categorie B (aandoeningen met een absolute indicatie) en categorie C (aandoeningen met een relatieve indicatie) hebben inderdaad slechts om de twee jaar recht op de terugbetaling van op maat gemaakte schoenen, terwijl 65-plussers van categorie A (zware aandoeningen) hier elk jaar recht op hebben.

In 2010 kreeg de sector 500.000 euro toegekend om de vergoedingsmogelijkheden te verruimen.

De Overeenkomstencommissie orthopedisten-verzekeringsinstellingen stelt momenteel een lijst van prioriteiten op. Een van de voorstellen is om de leeftijdsgrens van 65 jaar te verhogen.

08.03 Nahima Lanjri (CD&V): Hopelijk kunnen we de patiënten binnenkort goed nieuws brengen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 226 van de heer Moriau werd omgezet in een schriftelijke vraag.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Rita De Bont aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de wet op medische ongevallen" (nr. 228)

- mevrouw Marie-Claire Lambert aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de tenuitvoerlegging van de wet betreffende de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg" (nr. 287)

09.01 Rita De Bont (VB): Tijdens de vorige zittingsperiode keurde het Parlement de wet op de medische ongevallen goed. Zes maanden na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* is deze wet nog altijd niet van kracht omdat de regering de principes nog concreet moet maken.

Wanneer zal de wet eindelijk van kracht worden? Voorziet de minister in de mogelijkheid om het toepassingsgebied van de wet uit te breiden tot slachtoffers die voor 1985 een transfusie hebben gekregen

met bloed dat was besmet met hiv of hepatitis C? Zo ja, waar zal de minister de financiële middelen daarvoor halen?

09.02 Marie-Claire Lambert (PS): De langverbeide wet van 31 maart 2010 beantwoordt aan een reële behoefte van de zorgverstrekkers en de patiënten. Dankzij die wet kunnen slachtoffers van medische fouten en ongevallen snel, efficiënt en gemakkelijk vergoed worden. Die wet is echter nog niet van kracht, aangezien het Fonds voor de medische ongevallen eerst nog moet worden opgericht. We hebben momenteel een regering van lopende zaken. Wat kunnen we de burgers zeggen, als ze ons vragen wanneer ze een dergelijke aanvraag zullen kunnen indienen? Wanneer zullen de eerste dossiers door het Fonds kunnen worden behandeld?

09.03 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Een van mijn prioriteiten tijdens de vorige zittingsperiode was een betere schadeloosstelling van de slachtoffers van medische fouten en ongevallen, en dat blijft uiteraard ook zo in deze periode van lopende zaken.

De wet van 31 maart 2010 vereist zeer weinig uitvoeringsbesluiten en twee ervan werden reeds gepubliceerd. Niettemin moet de raad van bestuur eerst nog het budget en het personeelsplan goedkeuren, vooraleer het Fonds voor de medische ongevallen ongeveer 25 personeelsleden in dienst kan nemen. De Koning moet evenwel de voorwaarden voor de aanstelling van de leden van deze raad van bestuur nog vaststellen. Er werd dan ook een ontwerp van koninklijk besluit in die zin opgesteld en voorgelegd aan de Raad van State, die inmiddels zijn advies heeft uitgebracht, zij het na het ontslag van de regering. Daar dit besluit niet onder de lopende zaken valt, moeten we wachten op het aantreden van de nieuwe regering. Als de huidige toestand van lopende zaken nog lang aansleept, zouden we misschien een manier kunnen vinden om dat besluit toch goed te keuren. Vervolgens zullen we dan moeten overgaan tot de benoeming van de individuele leden van de raad van bestuur.

Artikel 11 van de wet bepaalt dat het Fonds voor de medische ongevallen door het RIZIV wordt bijgestaan. Dit heeft onder meer tot doel om het Fonds snel operationeel te maken. Een werkgroep ziet erop toe dat het voorbereidende werk wordt uitgevoerd. Er zijn ook nog altijd contacten met het Office national d'indemnisation des accidents médicaux, de Franse tegenhanger van het Fonds, waarvan we veel hulp krijgen.

Ik vermeld ook dat de wet van toepassing is op alle schadegevallen die veroorzaakt werden door iets wat zich na de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad* heeft voorgedaan. Op die manier worden de rechten van de slachtoffers gewaarborgd.

Voorts worden in het callcenter van de FOD Volksgezondheid sinds 2 april jongstleden de vragen van de burgers met betrekking tot deze wet beantwoord. Men noteert in het callcenter de contactgegevens van de beller, indien deze hierom vraagt. Deze gegevens worden doorgegeven aan het RIZIV, dat ze vervolgens bezorgt aan het Fonds. Het Fonds neemt dan contact op met het slachtoffer.

Ik hoop dat het Fonds de eerste aanvragen zal kunnen behandelen in de loop van het eerste semester van 2011.

(Nederlands) De vergoeding van de patiënten met hepatitis of aids opgelopen door een bloedtransfusie kwam aan bod bij de bespreking van de wet van 31 maart 2010 over de vergoeding van schade als gevolg van gezondheidszorg. Op mijn vraag heeft het Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg op 17 september 2010 een rapport afgeleverd. Daaruit blijkt dat de onderzochte wetsvoorstellen niet alleen tot een budgettaire kostprijs van 40 miljoen euro leiden, maar ook discriminerend zijn. Zij moeten dus worden herzien. Het opnemen van deze problematiek in de wet van maart 2010 zou ook niet wenselijk zijn.

Een ontslagnemende regering kan in dit debat moeilijk een standpunt innemen of verdedigen.

09.04 Rita De Bont (VB): Een uitbreiding van het toepassingsgebied zit er dus niet meteen in. We kunnen de slachtoffers echter wel geruststellen: zodra de koninklijke besluiten door de nieuwe regering zijn aanvaard, kunnen zij een beroep doen op de wet.

09.05 Marie-Claire Lambert (PS): De minister heeft al het mogelijke gedaan. Tegelijkertijd betreur ik de kwalijke gevolgen van de situatie waarin sommigen ons hebben meegesleurd.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het seizoensgriepvaccin" (nr. 41)

10.01 Colette Burgeon (PS): Ik herinner nogmaals aan het groot belang van de vaccinatie tegen de seizoensgriep. De voorlichtings- en preventiecampagnes vormen nog steeds een essentieel onderdeel van het beleid.

Dreigt de hysterie van vorig jaar rond een mogelijke pandemie van de A/H1N1-griep niet in het nadeel te spelen van het beleid inzake volksgezondheid dat gericht is op een doorgedreven vaccinatie van de risicogroepen?

Hoe zal de overheid mensen uit de betrokken bevolkingsgroepen er nu toe kunnen bewegen zich tegen de seizoensgriep te laten vaccineren, temeer daar het vaccin tegen de A/H1N1-griep erin verwerkt is en dat dit vaccin bij het brede publiek ten onrechte alle geloofwaardigheid verloren heeft?

Beschikt u over gegevens aan de hand waarvan de vaccinatiegraad van de risicogroepen per jaar kan worden vastgesteld?

10.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Vorig jaar heeft de – in vergelijking met de voorgaande jaren – enorme mediabelangstelling voor de seizoensgriep ongetwijfeld de publieke opinie met betrekking tot de vaccinatie kunnen beïnvloeden.

Ook nu maakt het A/H1N1-influenzavirus nog steeds slachtoffers, wat de opname ervan in het vaccin tegen de seizoensgriep rechtvaardigt.

De aanbevelingen met betrekking tot de vaccinatie tegen de seizoensgebonden griep zijn vergelijkbaar met die van de afgelopen seizoenen. De communicatie met het publiek hierover mag dus niet tot misverstanden leiden, maar er moet een bijzondere aandacht besteed worden aan de doelgroepen die aan het nut ervan zouden kunnen twijfelen.

Aangezien vaccinatie een preventieve maatregel is, zijn bovendien de Gemeenschappen verantwoordelijk voor de informatiecampagne. De vaccinatiecampagne tegen de pandemische A/H1N1-influenza is gericht op specifieke groepen. De vaccinatiegraad in deze doelgroepen wordt als bevredigend beschouwd.

Er bestaan geen volledige gegevens over de vaccinatiegraad bij de risicogroepen. Volgens gegevens die in 2008 werden verzameld, stijgt het aantal personen dat tegen de seizoensgriep is gevaccineerd proportioneel met de leeftijd en met de aanwezigheid van een chronische of langdurige aandoening. De vaccinatiegraad bij de jongere bevolkingsgroepen is vatbaar voor verbetering.

De Gemeenschappen hebben elk hun eigen aanpak. Zo heeft de Vlaamse Gemeenschap beslist om ouderen in rusthuizen gratis te vaccineren. Het spreekt voor zich dat zulke maatregelen de vaccinatiegraad beïnvloeden.

Het ware inderdaad wenselijk om over preciezere, op regelmatige basis verzamelde gegevens te kunnen beschikken.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "bisfenol A" (nr. 82)

11.01 Colette Burgeon (PS): Bisfenol A (BPA) wordt aangewend bij de vervaardiging van producten die met voeding in aanraking komen, zoals herbruikbare flessen, zuigflessen, enz. Vermoed wordt dat BPA de hormoonhuishouding in de war stuurt. De Europese Commissie heeft de Europese Autoriteit voor

voedselveiligheid (EFSA) opdracht gegeven na te gaan of de huidige toelaatbare dagelijkse inname voor BPA moet worden herbekeken. Op 30 september besloot de EFSA dat BPA, in geringe doses, geen gezondheidsrisico inhoudt.

Op grond van de wetenschappelijke onzekerheid die blijft bestaan, raadt een van de experts van de EFSA-stuurgroep evenwel aan de toelaatbare dagelijkse inname (TDI) te veranderen in een tijdelijke TDI; tevens is de EFSA bereid haar beslissing te herbekijken indien er in de komende maanden nieuwe gegevens beschikbaar zouden worden.

Wat moet er uit die mededeling van de EFSA worden besloten? Heeft het FAVV zich over die recente conclusies gebogen? Moet de bevoegde overheid de publieke opinie geruststellen, of moet ze de bevolking blijven waarschuwen?

11.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): U geeft goed aan hoe moeilijk het wel is voor de beleidsmakers in het domein van de volksgezondheid om beslissingen te nemen wanneer er in diverse wetenschappelijke kringen totaal uiteenlopende meningen te horen zijn. Wat moet men in die omstandigheden doen? Het FAVV heeft een controlebevoegdheid. Het agentschap voert voortdurend analyses uit teneinde de conformiteit van de producten te controleren. Begin november worden de conclusies van een nieuwe stuurgroep van de Europese Commissie ingewacht.

Ik heb intussen aan de Hoge Gezondheidsraad gevraagd of het al dan niet aangewezen is om op nationaal niveau maatregelen te treffen in afwachting van een Europees besluit. Ik heb aangedrongen op een snel antwoord. Ik hoop dus weldra te beschikken over een wetenschappelijk instrument dat mij de mogelijkheid biedt om actie te ondernemen.

11.03 **Colette Burgeon** (PS): Ik verzoek u de commissie op de hoogte te brengen, zodra de Hoge Gezondheidsraad u zijn besluiten heeft meegedeeld.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Flor Van Noppen aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de problematiek van inteelt en erfelijke ziekten bij rashonden" (nr. 261)**

12.01 **Flor Van Noppen** (N-VA): Inteelt leidt bij het fokken van rashonden met een stamboom tot degeneratie, met genetisch overdraagbare ziektes en lichamelijke kwalen als gevolg. Zelfregulering door de Koninklijke Maatschappij Sint-Hubertus lijkt niet evident. De Vlaamse minister-president verklaarde op 8 november 2010 dat hij een overleg zou organiseren met alle betrokkenen, waaronder ook de federale overheid.

Is de minister op de hoogte van de problemen? Werd ze voor dit overleg uitgenodigd? Welk standpunt zal zij innemen?

12.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Ik ben op de hoogte van de problemen. De Raad voor Dierenwelzijn werkt momenteel aan een wetenschappelijk dossier over erfelijke en aangeboren afwijkingen bij honden. Een werkgroep van wetenschappelijke deskundigen en vertegenwoordigers van de dierenbescherming, de fokverenigingen en dierenartsen zal aan de hand van dit dossier een actieplan voorstellen. De dienst Dierenwelzijn van mijn departement is hierbij betrokken en zal dit actieplan later uitvoeren.

Het Belgische voorzitterschap heeft dit probleem ook op de Europese agenda geplaatst. De werkgroep Dierenwelzijn van veterinaire deskundigen van de Europese Raad bespreekt dit in de ruime discussie over het welzijn van gezelschapsdieren.

Ik hoop dat alle lidstaten zich achter de conclusies kunnen scharen en dat er eenstemmigheid zal zijn op de raad van ministers.

12.03 Flor Van Noppen (N-VA): Het is goed dat er een einde komt aan deze wanpraktijken.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de schadelijke gevolgen van de blootstelling aan chloor in zwembaden" (nr. 242)

13.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Een Spaanse studie bracht aan het licht dat chloor bij zwemmers toxische gevolgen heeft op genetisch niveau. De onderzoekers bestudeerden de correlatie tussen de chemische producten die worden gebruikt om het zwembadwater te ontsmetten en permanente DNA-wijzigingen bij de zwemmers. Ze lieten 49 gezonde volwassenen zwemmen in een met chloor behandeld overdekt zwembad en stelden vast dat er zich gevolgen voordeden op genetisch niveau, met een verhoogd risico op kanker. De auteurs van de studie pleiten er dan ook voor minder chemische producten te gebruiken in zwembaden.

Ik verwijs ook naar de studie van professor Bernard, toxicoloog aan de UCL en onderzoeksdirecteur bij het Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS, die tot het besluit kwam dat er een significant verband bestaat tussen de prevalentie van astma bij kinderen en zwemmen in met chloor ontsmette zwembaden. Zwembadbezoek op jonge leeftijd versterkt dat effect nog. Hij raadt dan ook aan om strengere normen te hanteren voor de lucht- en de waterkwaliteit in zwembaden en om, zo mogelijk, te kiezen voor alternatieve ontsmettingsmethodes.

Beschikt u over de bevoegdheid om alternatieven te zoeken én op te leggen voor het gebruik van chloor in zwembaden? Hebt u kennis genomen van deze nogal verontrustende studies?

13.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Professor Bernard blijkt metterdaad een verband aan te tonen tussen de prevalentie van astma bij kinderen en het bezoek van met chloor ontsmette zwembaden. Het onderzoek van de werkzaamheden van professor Bernard berust sinds enkele maanden bij de Hoge Gezondheidsraad, waarvan ik het advies nog steeds niet heb ontvangen.

Ik ben niet op de hoogte van de Spaanse studie. Wat de meta-analyses betreft, kan er momenteel geen verband worden aangetoond tussen congenitale afwijkingen en de aanwezigheid van chloor in zwembadwater. Ik heb trouwens het advies van de Hoge Gezondheidsraad over die studie gevraagd.

De bevoegdheden inzake het onderzoek naar alternatieve middelen voor chloor in zwembaden zouden kunnen worden gecoördineerd, bijvoorbeeld in het kader van het Federaal Wetenschapsbeleid. Er bestaan diverse ontsmettingsmethodes, met of zonder chloor, maar het federale niveau is niet bevoegd om deze of gene methode op te leggen.

Ik zal de adviezen die ik inwacht samen met de voorzitter van de Hoge Gezondheidsraad onderzoeken. Zodra dat is gebeurd, kunnen er misschien initiatieven worden genomen door het Parlement of de regering, los van het feit dat dit een periode van lopende zaken is.

13.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Als u een maatregel kan treffen met betrekking tot bisfenol A, dan begrijp ik niet waarom u geen initiatief kan nemen met betrekking tot chloor in zwembadwater, al begrijp ik dat het beheer van een zwembad niet tot de federale bevoegdheden behoort.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de voedselallergieën" (nr. 309)

14.01 Franco Seminara (PS): Voedselallergieën, die soms zeer ernstige vormen kunnen aannemen, lijken de jongste jaren fors in opmars te zijn. De Wereldgezondheidsorganisatie beschouwt allergieën als het op drie na grootste volksgezondheidsprobleem op wereldvlak. Niet alleen daalt de levenskwaliteit van de mensen met een voedselallergie, ook het opsporen van de allergene ingrediënten in de samenstelling van de

voedingsmiddelen vormt een probleem. De Europese Commissie neemt ter zake de nodige initiatieven. Vorige week nog werden een aantal producten van het merk Delhaize uit de rekken gehaald, omdat er op het etiket niet werd vermeld dat de producten allergene stoffen als gluten en/of soja bevatten.

Hoe komt het dat het aantal voedselallergieën zo sterk stijgt? Werken ggo's voedselallergieën in de hand? Wordt er in het Nationaal Voedings- en Gezondheidsplan (NVGP) aandacht besteed aan deze problematiek?

14.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Voor de verhoogde prevalentie van voedingsallergieën zijn er verschillende verklaringen. De internationalisering van onze voedingsgewoonten en de frequente consumptie van industrieel bereide maaltijden leiden tot de inname van nieuwe potentieel allergene voedingsstoffen waarmee we vroeger niet in aanraking kwamen.

De meeste baby's krijgen niet uitsluitend borstvoeding tot de leeftijd van zes maanden, wat leidt tot een vroegtijdige diversificatie van de voeding van de zuigeling. De preventie van allergieën is voor ons een van de redenen om borstvoeding aan te moedigen.

Ook onze overdreven hygiënische levenswijze zou een rol spelen. Het immuunsysteem van jonge kinderen zou daardoor worden gewijzigd met een grotere gevoeligheid voor voedselallergieën als gevolg.

Ook de wijzigingen op het vlak van de woonvorm zouden een rol kunnen spelen in het optreden van allergieën. Ik denk met name aan bevolkingsconcentratie, isolatie van de woning, gebrek aan verluchting en aanwezigheid van huisdieren. Deze factoren spelen vooral een rol bij het ontstaan van longallergieën, maar rekening houdend met het mechanisme van kruisallergieën, zouden ze ook voor het ontstaan van voedingsallergieën gevolgen kunnen hebben.

In zijn advies van 5 augustus 2009 herinnert de Hoge Gezondheidsraad eraan dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen voedselallergieën en niet-allergische voedselovergevoeligheid of pseudoallergieën. Ik verwijs u naar de website van de Hoge Gezondheidsraad.

In de evaluatie van de EFSA wordt er rekening gehouden met de mogelijke nieuwe allergene eigenschappen van ggo's.

In het Nationaal Voedings- en Gezondheidsplan zou er ongetwijfeld aandacht moeten worden geschonken aan zulke verschijnselen. Voordat het een gemeenschapsmaterie wordt, kunnen wij misschien een aantal krijtlijnen uitzetten voor het toekomstige plan.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het hulpplan voor de slachtoffers van de brand in 'Les Mésanges'" (nr. 144)**

15.01 **Juliette Boulet** (*Ecolo-Groen!*): U had een aantal aspecten van de opvolging toegelicht ten overstaan van de slachtoffers van de brand in het gebouw 'Les Mésanges'. U had het ook over een mogelijkheid om de schulden die zij zijn aangegaan om de medische kosten te betalen, aan te zuiveren. Deze slachtoffers beginnen stilaan hun geduld te verliezen. Zij krijgen weinig antwoorden op hun vragen. Ik zal morgen ook de minister van Justitie ondervragen.

Kan u een gedetailleerde beschrijving geven van de psychologische opvolging waarop de slachtoffers aanspraak konden maken? Er zou een lijst moeten worden opgesteld van de slachtoffers die een therapeutische behandeling in Belgische zorginstellingen gekregen hebben. Heeft deze opvolging plaatsgevonden? Hebben sommige slachtoffers financiële hulp gevraagd?

15.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik heb een gedetailleerde lijst van de slachtoffers gevraagd; ik heb geen antwoord gekregen van de gerechtelijke autoriteiten. In die omstandigheden kan ik bezwaarlijk een individuele en specifieke psychosociale opvolging of enige andere maatregel voorstellen.

Na de vergadering in juni 2008 heeft het justitiehuis van Bergen zijn diensten aangeboden aan 143 slachtoffers; 67 van deze slachtoffers werden opgevangen door een justitieassistent voor slachtofferonthaal, en ook met de meeste van hun advocaten werd een gesprek geregeld, en 24 slachtoffers hebben zich burgerlijke partij gesteld.

Voor het overige gaat het departement Justitie over dit dossier.

15.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik wil u en de regering erop wijzen dat dat comité met hardere acties dreigt, zelfs met een hongerstaking. Ikzelf sta daar niet achter. De beloften die deze mensen voor het oog van de camera's werden gedaan, worden niet nagekomen. Het is dezer dagen niet gemakkelijk om de mensen ervan te overtuigen dat de politiek wel degelijk een meerwaarde biedt.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.37 uur.